

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE LA FAPEO

Le 31 août 2012

UNE PLACE N'EST PAS UNE PLACE...

A trois jours de la rentrée scolaire, nous sommes interpellés par la détresse de parents qui attendent encore qu'une place se libère pour leur enfant. Des parents issus de tous milieux et classes sociales, de différentes communes bruxelloises et de la périphérie. Des parents qui connaissent l'existence du décret qui régule les inscriptions mais qui n'ont pas toujours compris (et on les comprend...) son mode de fonctionnement ni les critères qui allaient leur ouvrir les portes de l'établissement scolaire désiré (adossement, fratrie, distances, etc.).

Il est vrai qu'il y a encore des places à Bruxelles. Mais les écoles qui sont en mesure d'accueillir des élèves lundi prochain ne répondent pas toujours aux attentes des parents et des élèves. Dans les faits, le continuum pédagogique s'arrête à la fin de la sixième primaire. Il n'existe pas de premier degré commun, harmonisé et uniforme dans toutes les écoles. Aujourd'hui, tous les établissements ne proposent pas la même offre d'enseignement, affirmer le contraire n'est pas honnête. L'offre scolaire est diverse : des écoles se spécialisent dans certaines options ou filières, proposent des approches pédagogiques différentes, et il est, dans ce contexte, logique que les parents puissent opérer un choix. D'autant plus que ce choix correspond à un investissement symbolique fort dans la scolarité, facteur non négligeable à l'heure où le discours sur la démission parentale fait fureur !

Peut-on pénaliser un parent qui veut offrir à son enfant l'enseignement qui lui correspond ? Est-ce logique de devoir scolariser son enfant dans une école qui ne propose plus d'enseignement général à partir du second degré si l'enseignement technique ou professionnel ne répond pas aux envies et projets de l'élève ? Est-ce acceptable d'envoyer un enfant de douze ans en expédition dans les transports en commun pour qu'il rejoigne une école au Sud de Bruxelles alors qu'il habite au Nord, et vice-versa ?

Lorsque des enfants ne peuvent préparer sereinement leur rentrée, lorsque des parents se sentent coupables d'avoir fait le choix d'un projet d'école plutôt que de la proximité, lorsque des familles perdent confiance dans notre système scolaire, peut-on vraiment parler d'une réussite du décret « Inscriptions » ?

La FAPEO a soutenu ce décret, pour plus de mixité dans nos écoles, pour plus d'égalité dans les procédures d'inscription, mais nous demandons que ce système soit évalué et aménagé. Nous demandons aussi que le problème de la pénurie de places et de projets porteurs dans les écoles de la Capitale soit pris à bras le corps. Nous demandons enfin que le premier degré commun soit véritablement commun à toutes les écoles. Pour qu'en 2013, chaque enfant ait une place confirmée au plus tard début juillet et que chaque famille vive la rentrée scolaire sereinement et non dans un état de stress.

Contact presse : Jessica MATHY, chargée de communication

02/527.25.75 - jessica.mathy@fapeo.be

